



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°36 – du 5 au 11 novembre 2021

En bref

- Le secrétaire d'Etat britannique au commerce international Ranil Jayawardena et son homologue uruguayen Francisco Bustillo [lancent](#) un dialogue bilatéral pour renforcer les relations commerciales entre les deux pays.
- L'absence de la nouvelle ministre au commerce international Anne-Marie Trevelyan à la conférence sur le rôle du commerce international dans la lutte contre le changement climatique à la COP26 est critiquée par l'opposition travailliste et les ONG.
- Conjointement avec la Banque d'Angleterre, la FCA a [signé](#) un protocole d'accord (MoU) avec le *Fixed Income, Currencies and Commodities Markets Standards Board* (FMSB), une instance privée en charge de définir des standards sur ces marchés.
- L'autorité de supervision des marchés (FCA) se sépare de 49 personnes au sein de ses équipes de supervision dans le cadre d'un programme de départs volontaires.
- Afin d'améliorer la précision de sa mesure de l'inflation, l'institut statistique britannique (ONS) entend utiliser les données des [scanners](#) des supermarchés.
- Les [différences de méthodologie](#) pour le calcul officiel de la croissance mensuelle et trimestrielle sont susceptibles de conduire à des lectures contradictoires de la situation économique du Royaume-Uni.

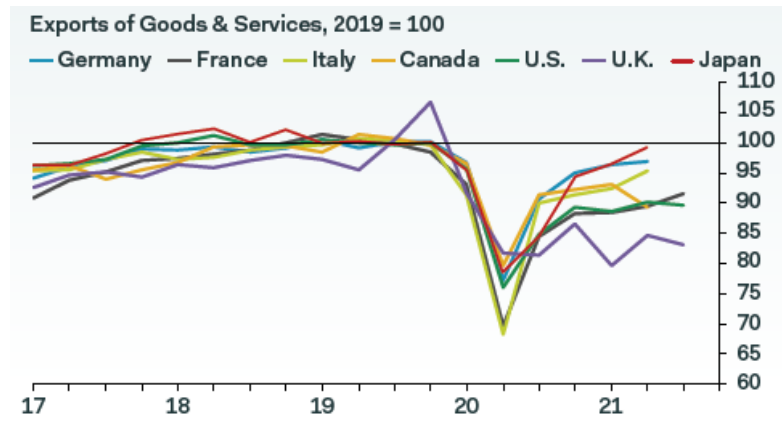


LE CHIFFRE À RETENIR

2,8 MD£

C'est le déficit commercial du RU en septembre, en hausse de 900M£ sur un mois.

Le graph de la semaine



Source : Pantheon Macroeconomics

Clé de lecture : les exports britanniques accusent encore un écart de 17% par rapport à leur niveau moyen en 2019.

Actualité macro-économique

La reprise économique britannique pourrait être contrainte par les pénuries et le resserrement budgétaire – Selon les dernières [prévisions](#) du *National Institute for Economic and Social Research* (NIESR), la croissance britannique devrait rester atone sur les cinq prochaines années (hors rebond mécanique en sortie de récession), au détriment du pouvoir d'achat des ménages notamment. Selon le think-tank, le gouvernement n'aurait pas pris les décisions pertinentes afin de résoudre les problèmes structurels du Royaume-Uni (manque d'investissement en R&D, faible productivité, différences économiques fortes entre les régions). Le NIESR a également indiqué que le Brexit avait aggravé ces problèmes et accentué les tensions sur le marché du travail. Il expliquerait notamment la persistance des pénuries au Royaume-Uni. Selon le NIESR, l'inflation devrait atteindre plus de 5 % l'année prochaine et rester à un niveau élevé plus

longtemps qu'anticipé par la Banque d'Angleterre.

La croissance britannique atteint 1,3% au troisième trimestre, en deçà des prévisions de la Banque d'Angleterre (1,5%) – L'économie britannique a cru de 0,6% en septembre, portée essentiellement par une forte consommation publique (dépenses de santé). Le PIB britannique demeure 2,1% sous son niveau du T4 2019, tandis que les autres pays du G7 ont quasiment tous déjà presque compensé la perte d'activité causée par la pandémie. Le rebond d'activité observé au premier semestre semble s'essouffler. En particulier, le comportement de consommation des ménages apparaît plus prudent face à la reprise épidémique, une inflation élevée, et une hausse de la fiscalité. Enfin, les exportations de biens et services (en volume) ont reculé de 1,9% au T3 par rapport au T2, et ressortent 22,2% en dessous de leur niveau du T4 2019.

La croissance des ventes au détail s'établit à 1,3% en glissement annuel en octobre, après 0,6% en septembre selon le *British Retail*

Consortium – Les consommateurs semblent avoir entendu les avertissements des commerçants sur la disponibilité des stocks et ont anticipé certains de leurs cadeaux de fin d'année. Par conséquent, l'augmentation saisonnière des ventes au détail devrait être plus faible que d'habitude en novembre. De surcroît, le revenu disponible réel des ménages sera probablement contraint de près d'1% au quatrième trimestre par rapport à celui du T3 selon *Pantheon Macroeconomics*, en raison de niveaux plus faibles de transferts aux ménages et d'une augmentation de l'inflation. Les pénuries pourraient également limiter la dynamique des ventes à l'horizon de la fin de l'année. Selon la *Confederation of British Industry*, les détaillants ont signalé en octobre les niveaux les plus bas de disponibilité des stocks par rapport à la demande prévue depuis au moins 1985.

Actualité commerce & investissement

Le commerce extérieur britannique demeure perturbé par le Brexit en septembre 2021 – Selon l'ONS, en glissement mensuel, les importations britanniques en valeur ont bondi de 5,9% en septembre en raison d'une hausse significative en valeur des importations de produits énergétiques de plus de 30% en provenance de la Norvège et des États-Unis. De fait, les

importations en provenance du reste du monde ont crû de 11,2% tandis que les importations britanniques en provenance de l'UE ont légèrement crû de 0,6%. Les importations hors-UE restent donc supérieures par rapport à celles en provenance de l'UE, avec un écart de 2,5Md£ qui se creuse et atteint son niveau le plus élevé depuis le début de l'année. S'agissant des exportations totales britanniques, ces dernières ont augmenté, en glissement mensuel, de 1,9% portées par une augmentation des exportations vers l'UE de 5,7%. En évolution trimestrielle, les importations britanniques totales ont augmenté de 2,5% au T3 par rapport au T2, tandis que les exportations totales ont chuté de -3,4% durant la même période. Enfin, les exportations et importations britanniques vers ou en provenance du marché unique sont respectivement inférieures de -3,6% et -14,8% par rapport à leur niveau de septembre 2019.

La ministre au commerce international annonce le lancement du « Clean Growth Export programme » – Cette [annonce](#) par Anne-Marie Trevelyan a eu lieu à la COP26 lors d'un événement co-présenté par le ministère du commerce (DIT) et *Formula E*, championnat du monde de sport automobile électrique. Ce programme a pour ambition de développer les exportations britanniques vertes en offrant le soutien des équipes du ministère et en mobilisant les outils numériques du DIT. Plus précisément, ce programme devrait recenser les opportunités existantes pour permettre aux exportateurs britanniques d'accéder à de nouveaux marchés.



Actualité financière

1 Réglementation financière et Marchés

Le Trésor lance une seconde [consultation](#) sur son cadre de gouvernance de la réglementation financière – Dans la continuité d’une précédente consultation datant d’octobre 2020, le gouvernement précise sa vision du nouveau cadre de gouvernance financière britannique post-Brexit. En termes de répartition des compétences entre les échelons politiques et techniques, il entend confier aux autorités de régulation (notamment *Prudential Regulatory Authority* et *Financial Conduct Authority*) des pouvoirs accrus pour produire la norme financière. Celles-ci auront notamment la responsabilité d’incorporer l’acquis communautaire, de niveau législatif, dans un « rulebook » (ie au niveau réglementaire). Pour ce faire, le Trésor sera en capacité d’abroger les éléments de l’acquis communautaire, qui pourront ainsi être « initialement » remplacés par des règles similaires par la FCA et la PRA. Les deux régulateurs techniques seront soumis à des objectifs secondaires de croissance, de compétitivité et de soutenabilité renforcés, à respecter dans l’exercice de leurs compétences. Les régulateurs seront également soumis à une plus grande responsabilité devant les autorités politiques, ainsi qu’à des obligations accrues en matière d’analyse coûts-avantages de leurs

décisions. La consultation prendra fin le 19 février 2022.

La Banque d'Angleterre (BoE) a annoncé son approche pour verdir son [programme d'achat d'obligations d'entreprise](#) – Cette approche met en œuvre les principes énoncés dans un document de travail publié en mai, visant une réduction de 25 % de l’intensité moyenne pondérée en carbone (WACI) du portefeuille *Corporate Bonds Purchase Scheme* (CBPS) d’ici 2025, et un alignement complet sur l’objectif net zéro d’ici 2050. Les entreprises devront satisfaire aux critères d’éligibilité liés au climat pour que leurs obligations soient achetées via le CBPS, les achats de la dette des entreprises éligibles étant orientés vers les entreprises les plus performantes en matière de climat dans leurs secteurs. La BoE entend également fixer des critères d’exclusion qui, bien que non précisés pour le moment, pourraient viser les d’entreprises du secteur des énergies fossiles, par exemple.

2 Banques et assurances

Le Trésor britannique et la Banque d'Angleterre (BoE) ont annoncé les prochaines étapes sur la création potentielle d'une [monnaie numérique de banque centrale](#) (CBDC) – En 2022, le Trésor et la Banque lanceront une consultation qui exposera notamment leur évaluation des arguments en faveur d’une CBDC britannique. La consultation examinera, entre autres, les caractéristiques d’une CBDC, les avantages et les implications possibles pour les utilisateurs et les

entreprises, ainsi que les considérations relatives à la poursuite des travaux. La consultation de 2022 permettra de décider si les autorités sont prêtes à passer à une phase de "développement". En tout état de cause, les autorités rappellent qu'aucune décision n'a été prise sur la création d'une CBDC et que, le cas échéant, ce nouvel instrument ne serait lancé qu'au cours de la seconde moitié de la décennie, au plus tôt.

Le Trésor referme précocément la fenêtre permettant aux épargnants d'éviter le relèvement de deux ans de l'âge minimum de réalisation de leur épargne retraite, passant de 55 à 57 ans – En juillet, à la suite d'une annonce du Trésor modifiant l'âge à partir duquel un individu peut accéder à son épargne retraite, le gouvernement avait néanmoins laissé aux épargnants concernés jusqu'en avril 2023 pour transférer leurs fonds vers un plan de retraite dont les règles contractuelles permettent encore un départ à 55 ans. Cette possibilité a finalement été refermée beaucoup plus tôt, et sans préavis, le 3 novembre 2021. Le Trésor a déclaré par la suite que les épargnants qui avaient déjà fait une demande de transfert de leur pension vers un régime de pension ayant un âge de pension protégé de 55 ou 56 ans, avant la fermeture de la fenêtre de transfert, seraient toujours en mesure de conserver ou d'obtenir un âge de pension protégé.

3 Audit

Le Royaume-Uni envisagerait de réduire l'ambition des réformes de la gouvernance d'entreprise – Suite à la consultation effectuée dans le cadre de la réforme de l'audit, un chantier important aux yeux des autorités britanniques après plusieurs scandales, le projet de réforme devrait être présenté très prochainement. Les propositions identifiées dans le document de consultation prévoyaient notamment de renforcer le cadre de contrôle interne des entreprises et la responsabilité des dirigeants à cet égard, sur le modèle de la loi Sarbanes-Oxley des États-Unis. Selon des informations de presse, les autorités pourraient décider de réduire l'ambition et le champ de ces mesures, jugées très coûteuses par beaucoup d'acteurs économiques.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international